Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
8 MAI 1952
Transmis à M. Bureau coordination
Overgemaakt aan de H.

VVV. - 1 - L.2861/1.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 23 avril 1952, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "sur le statut des greffiers" et, ultérieurement, sur des amendements à ce projet, a donné en sa séance du 3 mai 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23e April 1952 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet betreffende het statuut der griffiers, en, nadien, over amendementen op dit ontwerp, heeft ter zitting van 3 Mei 1952 het volgend advies gegeven :

C.E. R.S.
Entrée Ingang
9 mai 1952
COORD

Le projet a pour objet de modifier toutes les dispositions légales qui fixent le statut des greffiers. Ces dispositions sont éparses dans la législation. Le projet ne vise pas à remédier à cet éparpillement.

L'avis du Conseil d'Etat étant demandé d'urgence, il se borne à présenter les observations suivantes :

\+

\+ +

Le texte proposé pour l'article 9, § 2, de la loi du 18 juin 1869 appelle les remarques suivantes:

1° Les justices de paix dont le ressort comprend plus de 40.000 habitants sont, aux termes de la loi du 25 novembre 1889, les justices de paix de 1ère et de 2ème classe. C'est donc cette dernière expression qu'il convient d'employer.

2° La fonction du président du tribunal de police n'existe pas dans l'état actuel de la législation.

\+

\+ +

Le texte proposé pour l'article 10, § 1er, de la loi du 18 juin 1869 appelle les remarques qui suivent :

1° Ce texte appelle les mêmes remarques que l'article précédent en ce qui concerne la manière de désigner les justices de paix visées.

.../...

2° L'expression "juridiction cantonale" est inconnue dans l'état actuel de la législation.

3° Les justices de paix dont le ressort ne comprend pas plus de 40.000 habitants sont, aux termes de la loi du 25 novembre 1889, les justices de paix de 3ème et de 4ème classe. C'est donc cette expression qui doit être employée.

4° Le texte proposé pour l'alinéa 3 exige des candidats aux fonctions de greffier qu'ils soient porteurs d'un certificat d'études moyennes "ou d'études y assimilées par le Roi". L'exposé des motifs est muet sur ce que le Gouvernement entend par une telle expression.

Le Roi ne pouvant user arbitrairement d'un tel pouvoir, le Conseil d'Etat propose de dire : "déclarées équivalentes par le Roi".

5° Le projet précise que l'examen de maturité sera organisé "au Ministère de la Justice". L'intention du Gouvernement n'est pas d'imposer à peine de nullité que cet examen ait lieu dans un bâtiment déterminé, mais bien que le jury soit constitué par le Ministre de la Justice. Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à cette intention.

\+

\+ \+

Le texte proposé pour les articles 11, 27 quinquies, 79 quater et 131 ter de la loi du 18 juin 1869, ainsi que 96, § 4, et 115, § 4, de la loi du 15 juin 1899, appelle les observations suivantes :

1° Dans l'avant-projet de loi d'organisation judiciaire soumis au Conseil d'Etat le 10 octobre 1951, les dispositions d'ordre linguistique extraites de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, étaient introduites dans le but de codifier en un texte unique toutes les matières relatives à l'organisation judiciaire.

Il n'est pas souhaitable de procéder de même en ce qui concerne un projet relatif exclusivement aux greffiers.

Le Conseil d'Etat propose, dès lors, d'insérer dans la loi du 15 juin 1935 les modifications souhaitées par le Gouvernement en cette matière.

2° Plusieurs modifications aux conditions d'aptitude linguistique exigées des greffiers des justices de paix sont reprises du projet soumis le 10 octobre 1951 à l'avis du Conseil d'Etat.

Dans ce dernier, elles se justifient par les modifications parallèles apportées au régime linguistique des juges de paix. Il n'en est pas de même dans le projet actuel.

C'est ainsi que l'adoption du texte proposé aurait pour conséquence que le greffier de la Justice de paix d'Aubel devrait justifier de la connaissance de trois langues, alors que le juge de paix ne doit en connaître que deux.

.../...

Les modifications pourraient se faire par :

a) l'introduction dans le § 2 de l'article 53 d'un troisième alinéa ainsi libellé :
"En outre, un greffier du Tribunal de première instance et un greffier du Tribunal de commerce de Courtrai devront justifier de la connaissance suffisante de la langue française.";

b) l'introduction dans le § 3 d'un deuxième alinéa libellé comme suit :
"Dans les cantons judiciaires composés exclusivement de communes flamandes sises en dehors de l'agglomération bruxelloise, la connaissance de la langue néerlandaise est seule exigée.";

c) la suppression du § 4, le § 5 prenant sa place et le § 6 devenant le § 5 dans l'énumération duquel il convient d'ajouter un greffier du Conseil de guerre de Liège;

d) l'introduction d'un § 6 nouveau libellé comme suit:
"Les greffiers des justices de paix de Renaix, Messines, Mouscron, Wervik, Tongres, Zichen-Zussen et Bolder, St-Trond, Tirlemont, Flobecq, Lessines, Enghien, Landen et Dalhem devront avoir, outre la connaissance de la langue régionale, une connaissance suffisante de la langue de la minorité linguistique.";

e) introduction d'un § 7 libellé comme suit :
"Un arrêté royal fixe les conditions dans lesquelles la connaissance suffisante de la langue allemande ou de la langue de la minorité linguistique est établie.";

.../...

f) le remplacement de l'alinéa 2 du § 1er de l'article 54 de cette loi par la disposition suivante :
"La moitié des greffiers et greffiers suppléants de la Cour de cassation doit justifier de la connaissance de la langue néerlandaise, l'autre moitié de la connaissance de la langue française. Cette justification est faite soit conformément aux dispositions de l'article 55 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires , coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, soit conformément au § 4 de l'article 53.";

g) le remplacement du § 2 de l'article 54 par la disposition suivante :
"Le greffier en chef et deux des greffiers de la Cour militaire doivent justifier de la connaissance des langues française et néerlandaise. La moitié du nombre des autres greffiers à la Cour militaire doit justifier de la connaissance de la langue néerlandaise, l'autre moitié de la connaissance de la langue française. Cette justification est faite conformément au § 4 de l'article 53.";

h) l'insertion d'un article 54 bis libellé comme suit:
"Les dispositions des articles 53 et 54 sont applicables aux greffiers adjoints, greffiers suppléants commis greffiers et employés des greffes.".

+

+ +

.../...

Dans le § 3 du texte proposé pour l'article 115 de la loi du 15 juin 1899, il semble que le projet omette les conditions requises pour la nomination des greffiers suppléants, catégorie cependant prévue par le § 1er, alinéa 2.

+

+ +

En ce qui concerne l'alinéa 2 du projet, le Conseil d'Etat propose d'apporter la modification dans le texte même des lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

+

+ +

L'article 3 reprend les articles de la loi du 18 juin 1869 régissant l'exercice des fonctions de greffier. Ces dispositions sont totalement indépendantes du statut lui-même et il paraît contre-indiqué, alors qu'une revision générale des dispositions visant l'organisation judiciaire est en cours, de procéder à une coordination particulière aux dispositions qui ne concernent que l'exercice des fonctions de greffier.

Le Conseil d'Etat propose de ne modifier que les dispositions qui apportent un changement aux principes régissant la responsabilité des greffiers.

+

+ +

Le Conseil d'Etat propose, en outre, les modifications de forme et de présentation reprises au projet figurant ci-après :

PROJET DE LOI PORTANT REVISION DU STATUT DES GREFFIERS DE L'ORDRE JUDICIAIRE ET DU PERSONNEL DES GREFFES DES COURS ET TRIBUNAUX.

... (Préambule comme au projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE 1er.- MODIFICATIONS A LA LOI DU 18 JUIN 1869 SUR L'ORGANISATION JUDICIAIRE.

Article 1er.-

Les articles 9 à 12 de la loi du 18 juin 1869, modifiés par les lois des 3 mai 1912 et 31 juillet 1920, sont remplacés par les dispositions suivantes:

"Article 9.- Il y a dans chaque justice de paix un greffier, nommé et révoqué par le Roi.

Dans les justices de paix de 1ère et de 2e classe, dans celles de Bruxelles et dans les justices de paix supplémentaires établies pour assurer le service du tribunal de police, il peut y avoir un ou plusieurs greffiers adjoints qui sont nommés et révoqués par le Roi. Le Roi en détermine le nombre selon les besoins du service.

.../...

Les greffiers adjoints sont nommés sur deux listes doubles de candidats, présentées l'une par le juge de paix, l'autre par le greffier.

Article 10.- Le greffier peut avoir un ou plusieurs commis-greffiers qui sont nommés et révoqués par lui. Leur nombre est déterminé par le Roi. Leur nomination est faite sur l'avis conforme du juge de paix.

Il peut y avoir dans les greffes de justice de paix des employés qui sont nommés et révoqués par le greffier. Leur nombre est déterminé par le Ministre de la Justice. Leur nomination est faite sur l'avis conforme du juge de paix.

Les commis-greffiers et les employés très méritants, en fonction depuis seize ans au moins, peuvent, sur proposition du greffier et de l'avis conforme du juge de paix, être nommés respectivement commis-greffiers principaux et employés principaux.

Le Ministre de la Justice nomme et révoque les commis-greffiers principaux et les employés principaux.

Le nombre des employés principaux ne peut, dans chaque greffe, être supérieur au tiers du nombre total des employés.

Article 11.- § 1er. Nul ne peut être nommé greffier dans les justices de paix de 1ère et de 2ème classe, dans celles de Bruxelles et dans les justices de paix supplémentaires établies pour assurer le service du tribunal de police, s'il n'est :

.../...

1° âgé de vingt-cinq ans accomplis;

2° soit docteur en droit et, s'il n'a fait pendant six mois au moins un stage au greffe d'une cour, d'un tribunal ou d'une justice de paix;

soit porteur du certificat d'études moyennes du degré supérieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi, ainsi que du certificat de candidat greffier, et s'il n'a exercé pendant cinq ans au moins des fonctions au greffe d'une cour, d'un tribunal ou d'une justice de paix.

§ 2.- Nul ne peut être nommé greffier d'une justice de paix de 3ème ou de 4ème classe ou greffier adjoint de justice de paix, s'il n'est :

1° âgé de vingt et un ans accomplis;

2° soit docteur en droit, soit porteur du certificat d'études moyennes du degré supérieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi, ainsi que du certificat de candidat greffier.

§ 3.- Le Roi détermine les conditions de délivrance du certificat de candidat greffier et organise le stage.

Article 12.- § 1er. - Nul ne peut être nommé commis greffier :

.../...

1° s'il n'est âgé de vingt et un ans accomplis;

2° s'il n'est porteur du certificat d'études moyennes du degré supérieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi;

3° s'il n'a subi avec satisfaction un examen de maturité, comprenant une épreuve orale et une épreuve écrite, organisé par le Roi à Bruxelles devant un jury institué par le Ministre de la Justice.

§ 2.- Nul ne peut être nommé employé dans un greffe de justice de paix :

1° s'il n'est âgé de dix-huit ans accomplis;

2° s'il n'est porteur du certificat d'études moyennes du degré inférieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi;

3° s'il n'a subi avec satisfaction un examen de maturité, comprenant une épreuve orale et une épreuve écrite, organisé par le Roi à Bruxelles devant un jury institué par le Ministre de la Justice.".

Article 2.-

Les articles 24 à 27 de la même loi,

.../...

modifiés par les lois des 31 juillet 1920 et 2 juin 1927, sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 24.- Il y a dans chaque tribunal de première instance un greffier en chef, nommé et révoqué par le Roi. Il est assisté d'un ou de plusieurs greffiers, de greffiers suppléants et de commis-greffiers, nommés et révoqués par le Roi. Leur nombre est déterminé par le Roi selon les besoins du service. Les greffiers et commis-greffiers sont nommés sur deux listes doubles, présentées l'une par le président, l'autre par le greffier en chef.

Il peut y avoir de un à trois greffiers chefs de service qui, sous l'autorité du greffier en chef, participent plus spécialement à la direction du greffe. Le Roi en détermine le nombre et les désigne pour un terme de trois ans parmi les greffiers du tribunal, sur présentation conjointe du président et du greffier en chef. Leur désignation peut être renouvelée.

Les commis-greffiers très méritants en fonction depuis seize ans au moins peuvent, sur proposition du greffier en chef et de l'avis conforme du président, être nommés commis-greffiers principaux. Les commis-greffiers principaux sont nommés et révoqués par le Roi.

.../...

Article 25.- Il peut y avoir dans les greffes des tribunaux de première instance des employés, qui sont nommés et révoqués par le greffier en chef. Leur nombre est déterminé par le Ministre de la Justice. Leur nomination est faite sur avis conforme du président.

Les employés très méritants en fonction depuis seize ans au moins peuvent, sur proposition du greffier en chef et de l'avis conforme du président, être nommés employés principaux.

Le Ministre de la Justice nomme et révoque les employés principaux.

Le nombre des employés principaux ne peut, dans chaque greffe, être supérieur au tiers du nombre total des employés.

Article 26.- § 1er. Nul ne peut être nommé greffier en chef s'il n'est :

1° âgé de trente ans accomplis;

2° soit docteur en droit et s'il n'a fait pendant un an au moins un stage au greffe d'une cour, d'un tribunal ou d'une justice de paix;

soit porteur du certificat d'études moyennes du degré supérieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi, ainsi que du certificat de candidat greffier, et s'il n'a exercé pendant dix ans au moins les fonctions de greffier, de greffier adjoint, ou de commis-greffier dans une cour, un tribunal ou une justice de paix.

§ 2. Nul ne peut être nommé greffier s'il n'est :

1° âgé de vingt et un ans accomplis;

.../...

2° soit docteur en droit et s'il n'a fait pendant un an au moins un stage au greffe d'une cour, d'un tribunal ou d'une justice de paix;

soit porteur du certificat d'études moyennes du degré supérieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi, ainsi que du certificat de candidat greffier.

§ 3. Nul ne peut être nommé greffier suppléant s'il n'est docteur en droit.

§ 4. Nul ne peut être nommé commis-greffier s'il n'est :

1° âgé de vingt et un ans accomplis;

2° soit docteur en droit et s'il n'a fait pendant un an au moins un stage au greffe d'une cour, d'un tribunal ou d'une justice de paix;

soit porteur du certificat d'études moyennes du degré supérieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi ainsi que du certificat de candidat greffier, et s'il n'a subi avec satisfaction un examen de maturité, comprenant une épreuve orale et une épreuve écrite, organisé par le Roi à Bruxelles devant un jury institué par le Ministre de la Justice.

§ 5. Le Roi détermine les conditions de délivrance du certificat de candidat greffier et organise le stage.

Article 27.- Nul ne peut être nommé employé dans un greffe de tribunal de première instance :

1° s'il n'est âgé de dix-huit ans accomplis;

.../...

2° s'il n'est porteur du certificat d'études moyennes du degré inférieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi;

3° s'il n'a subi avec satisfaction un examen de maturité, comportant une épreuve orale et une épreuve écrite, organisé par le Roi à Bruxelles devant un jury institué par le Ministre de la Justice.".

Article 3.-

Les articles 64, alinéas 3 et 4, 65, alinéa 2, et 66 de la même loi, modifiés par la loi du 11 mai 1910, sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 65.- Il y a, dans chaque tribunal de commerce, un ou plusieurs greffiers et commis-greffiers, nommés et révoqués par le Roi. Leur nombre est déterminé par le Roi selon les besoins du service.

Ils sont nommés sur deux listes doubles de candidats, présentées l'une par le président, l'autre par le référendaire.

Dans les tribunaux de commerce, il peut y avoir un greffier dirigeant, désigné par le Roi parmi les greffiers au tribunal, sur présentation du référendaire, pour un terme de trois ans. Sa désignation peût être renouvelée.

Il peut y avoir, dans les greffes des tribunaux de commerce, des employés qui sont nommés et révoqués par le référendaire.

Leur nombre est déterminé par le Ministre de la Justice.

.../...

Les commis-greffiers et les employés très méritants en fonction depuis seize ans au moins peuvent, sur proposition du référendaire et de l'avis conforme du président, être nommés respectivement commis-greffiers principaux et employés principaux.

Le Roi nomme et révoque les commis-greffiers principaux.

Le Ministre de la Justice nomme et révoque les employés principaux.

Le nombre des employés principaux ne peut, dans chaque greffe, être supérieur au tiers du nombre total des employés.

Article 66.- §1er. Nul ne peut être nommé greffier s'il n'est :

1° âgé de vingt et un ans accomplis;

2° soit docteur en droit et s'il n'a fait pendant un an au moins un stage au greffe d'une cour, d'un tribunal ou d'une justice de paix;

soit porteur du certificat d'études moyennes du degré supérieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi, ainsi que du certificat de candidat greffier.

§ 2. Nul ne peut être nommé commis-greffier s'il n'est :

1° âgé de vingt et ans accomplis;

2° soit docteur en droit et s'il n'a fait pendant un an au moins un stage au greffe d'une cour, d'un tribunal ou d'une justice de paix;

soit porteur du certificat d'études moyennes du degré supérieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi, ainsi que du certiticat de candidat greffier

.../...

et s'il n'a subi avec satisfaction un examen de maturité, comprenant une épreuve orale et une épreuve écrite, organisé par le Roi à Bruxelles devant un jury institué par le Ministre de la Justice.

§ 3. Nul ne peut être nommé employé dans un greffe de tribunal de commerce :

1° s'il n'est âgé de dix-huit ans accomplis;

2° s'il n'est porteur du certificat d'études moyennes du degré inférieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi;

3° s'il n'a subi avec satisfaction un examen de maturité, comportant une épreuve orale et une épreuve écrite, organisé par le Roi à Bruxelles devant un jury institué par le Ministre de la Justice.

§ 4. Le Roi détermine les conditions de délivrance du certificat de candidat greffier et organise le stage.".

Article 4.-

L'article 65, alinéa 1er, de la même loi, modifié par la loi du 11 mai 1910, forme désormais l'alinéa 3 de l'article 64.

Article 5.-

Les articles 76 à 80 de la même loi, modifiés par la loi du 2 juin 1927, sont remplacés par les dispositions suivantes :

.../...

"Article 76.- Il y a dans chaque cour d'appel un greffier en chef, nommé et révoqué par le Roi.

Le greffier en chef est assisté de greffiers et de greffiers suppléants, nommés et révoqués par le Roi. Leur nombre est déterminé par le Roi selon les besoins du service.

Les greffiers sont nommés sur deux listes doubles de candidats, présentées l'une par le premier président, l'autre par le greffier en chef.

Dans chaque cour d'appel, il y a un greffier chef de service qui, sous l'autorité du greffier en chef, participe plus spécialement à la direction du greffe.

Le greffier chef de service est désigné par le Roi parmi les greffiers, sur présentation conjointe du premier président et du greffier en chef, pour un terme de trois ans. Sa désignation peut être renouvelée.

Article 77.- Il peut y avoir dans les greffes des cours d'appel des employés, qui sont nommés et révoqués par le greffier en chef. Leur nombre est déterminé par le Ministre de la Justice. Leur nomination est faite sur avis conforme du premier président.

Les employés très méritants en fonction depuis seize ans au moins peuvent, sur proposition du greffier en chef et de l'avis conforme du premier président, être nommés employés principaux.

Le Ministre de la Justice nomme et révoque les employés principaux.

Le nombre des employés principaux ne peut, dans chaque greffe, être supérieur au tiers du nombre total des employés.

.../...

Article 78.- Nul ne peut être nommé greffier en chef:

1° s'il n'est âgé de trente ans accomplis;

2° s'il n'est docteur en droit;

3° s'il n'a fait pendant un an au moins un stage au greffe d'une cour ou d'un tribunal. Ce stage est organisé par le Roi.

Article 79.- § 1er. Nul ne peut être nommé greffier s'il n'est :

1° âgé de vingt-cinq ans accomplis;

2° soit docteur en droit et s'il n'a fait pendant un an au moins un stage au greffe d'une cour ou d'un tribunal;

soit porteur du certificat d'études moyennes du degré supérieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi, ainsi que du certificat de candidat greffier,et s'il n'a pendant cinq ans au moins exercé les fonctions de greffier dans une cour ou un tribunal.

§ 2. Nul ne peut être nommé greffier suppléant s'il n'est docteur en droit.

§ 3. Le Roi détermine les conditions de délivrance du certificat de candidat greffier et organise le stage.

Article 80.- Nul ne peut être nommé employé dans un greffe de cour d'appel :

1° s'il n'est âgé de dix-huit ans accomplis;

.../...

2° s'il n'est porteur du certificat d'études moyennes du degré inférieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi;

3° s'il n'a subi avec satisfaction un examen de maturité, comportant une épreuve orale et une épreuve écrite, organisé par le Roi à Bruxelles devant un jury institué par le Ministre de la Justice.".

Article 6.-

L'article 122 de la même loi, modifié par la loi du 15 juin 1935, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 122.- Il y a près la Cour de cassation un greffier en chef, nommé et révoqué par le Roi.

Il est assisté de greffiers et de greffiers suppléants,qui sont nommés et révoqués par le Roi. Leur nombre est déterminé par le Roi selon les besoins du service. Les greffiers sont nommés sur deux listes doubles de candidats présentées l'une par le premier président, l'autre par le greffier en chef.".

.../...

Article 7.-

Les articles 129 à 131 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 129.- § 1er. Nul ne peut être nommé greffier en chef :

1° s'il n'est âgé de trente ans accomplis;

2° s'il n'est docteur en droit;

3° s'il n'a fait pendant un an au moins un stage au greffe d'une cour.

§ 2. Nul ne peut être nommé greffier s'il n'est :

1° âgé de vingt-cinq ans accomplis;

2° soit docteur en droit et s'il n'a fait pendant un an au moins un stage au greffe d'une cour;

soit porteur du certificat d'études moyennes du degré supérieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi, ainsi que du certificat de candidat greffier, et s'il n'a pendant cinq ans au moins exercé les fonctions de greffier dans une cour.

§ 3. Le Roi détermine les conditions de délivrance du certificat de candidat greffier et organise le stage.

.../...

Article 130.- Il peut y avoir au greffe de la Cour de cassation des employés, qui sont nommés et révoqués par le greffier en chef. Leur nombre est déterminé par le Ministre de la Justice. Leur nomination est faite sur l'avis conforme du premier président.

Les employés très méritants en fonctions depuis seize ans au moins peuvent, sur proposition du greffier en chef et de l'avis conforme du premier président, être nommés employés principaux.

Le Ministre de la Justice nomme et révoque les employés principaux.

Le nombre des employés principaux ne peut être supérieur au tiers du nombre total des employés.

Article 131.- Nul ne peut être nommé employé au greffe de la Cour de cassation :

1° s'il n'est âgé de dix-huit ans accomplis;

2° s'il n'est porteur du certificat d'études moyennes du degré inférieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi;

3° s'il n'a subi avec satisfaction un examen de maturité, comportant une épreuve orale et une épreuve écrite, organisé par le Roi à Bruxelles devant un jury institué par le Ministre de la Justice.",

.../...

Article 8.-

Les articles 161 et 162 de la même loi, modifiés par la loi du 25 novembre 1889, sont remplacés par la disposition suivante :

"Article 161.- Le greffier paie les fournitures et les frais nécessaires au fonctionnement du greffe au moyen d'une indemnité dont le montant est fixé et mis à sa disposition par le Ministre de la Justice. Cette indemnité doit être exclusivement consacrée au paiement de ces fournitures et de ces frais. Le greffier rend compte de son emploi par la production au Ministre de la Justice d'états réguliers.

Article 162.- Les greffiers en chef, les greffiers chefs de service, les greffiers qui dirigent les greffes des tribunaux de commerce et les greffiers des justices de paix sont responsables des dommages causés dans l'exercice de leurs fonctions par la faute lourde des membres du personnel du greffe se trouvant sous leur direction ou leur surveillance. Ils répondent, en outre, des objets dont ils assurent la conservation ou la garde.

La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que ces greffiers ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher la faute ou le fait qui donne lieu à leur responsabilité.".

Article 9.-

L'article 164 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 164.- ...(texte du Gouvernement) ...".

Article 10.-

L'article 172 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 172.- A la Cour de cassation, dans les cours d'appel et les tribunaux de première instance, le greffe est tenu par le greffier en chef.

Le greffier en chef tient la plume aux assemblées générales.

Dans les tribunaux de commerce, le greffe est tenu sous l'autorité du référendaire par le greffier dirigeant ou,à son défaut,par le greffier désigné par le référendaire. Le greffier dirigeant ou le greffier tient la plume aux assemblées générales du tribunal de commerce.

Dans les justices de paix, le greffe est tenu par le greffier.".

CHAPITRE II. - MODIFICATIONS A LA LOI DU 15 JUIN 1899 COMPRENANT LE TITRE II DU CODE DE PROCEDURE PENALE MILITAIRE.

Article 11.-

L'article 96 du Code de procédure pénale militaire est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

"Article 96.- § 1er. Il y a près de chaque conseil de guerre un greffier en chef, nommé et révoqué par le Roi.

Il peut y avoir, en outre, un ou plusieurs greffiers, greffiers suppléants et commis-greffiers, qui sont nommés et révoqués par le Roi. Leur nombre est déterminé par le Roi selon les besoins du service.

Les greffiers et commis-greffiers sont nommés sur deux listes doubles présentées l'une par le premier président de la Cour militaire, l'autre par l'auditeur général.

Il peut y avoir un ou deux greffiers chefs de service qui, sous l'autorité du greffier en chef, participent plus spécialement à la direction du greffe. Le Roi en détermine le nombre et les désigne pour un terme de trois ans parmi les greffiers du conseil de guerre, sur présentation conjointe de l'auditeur militaire et du greffier en chef. Leur désignation peut être renouvelée.

§ 2. Il peut y avoir au greffe des conseils de guerre des employés, qui sont nommés et révoqués par l'auditeur général. Leur nombre est déterminé par le Ministre de la Justice.

§ 3. Les commis-greffiers et employés très méritants en fonctions depuis seize ans au moins, peuvent, sur proposition de l'auditeur général et de l'avis conforme du premier président de la Cour militaire, être nommés respectivement commis-greffiers principaux et employés principaux.

.../...

Le Roi nomme et révoque les commis-greffiers principaux.

Le Ministre de la Justice nomme et révoque les employés principaux.

Le nombre des employés principaux ne peut, dans chaque greffe, être supérieur au tiers du nombre total des employés.

Article 96 bis.- § 1er. Nul ne peut être nommé greffier en chef, greffier, greffier suppléant, commis-greffier ou employé au greffe d'un conseil de guerre, s'il ne remplit les conditions requises pour être nommé aux mêmes fonctions au greffe d'un tribunal de première instance.

§ 2. Le greffier en chef, les greffiers, greffiers suppléants et commis-greffiers sont soumis aux dispositions de la loi d'organisation judiciaire relatives aux greffiers en chef, greffiers, greffiers suppléants et commis-greffiers des tribunaux de première instance non contraires à celles de la présente loi, en se conformant au règlement d'ordre intérieur du conseil de guerre.

§ 3. Le greffier en chef, les greffiers et les greffiers suppléants des conseils de guerre

reçoivent dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers subalternes.".

Article 12.-

L'article 115, alinéas 1er à 5, du Code de procédure pénale militaire, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 115.- § 1er. Il y a près de la Cour militaire un greffier en chef, nommé et révoqué par le Roi.

Le greffier en chef est assisté de greffiers et de greffiers suppléants, nommés et révoqués par le Roi. Leur nombre est déterminé par le Roi selon les besoins du service.

Les greffiers sont nommés sur deux listes doubles présentées l'une par le premier président, l'autre par l'auditeur général.

Il y a également un greffier chef de service qui, sous l'autorité du greffier en chef, participe plus spécialement à la direction du greffe.

.../...

Le greffier chef de service est désigné par le Roi parmi les greffiers, sur présentation conjointe du premier président et du greffier en chef, pour un terme de trois ans. Sa désignation peut être renouvelée.

§ 2. Il peut y avoir au greffe de la Cour militaire des employés, qui sont nommés et révoqués par l'auditeur général. Leur nombre est déterminé par le Ministre de la Justice.

Les employés très méritants en fonction depuis seize ans au moins peuvent, sur proposition de l'auditeur général et de l'avis conforme du premier président, être nommés employés principaux.

Le Ministre de la Justice nomme et révoque les employés principaux.

Le nombre des employés principaux ne peut être supérieur au tiers du nombre total des employés.

Article 115 bis.- § 1er. Nul ne peut être nommé greffier en chef, greffier, greffier suppléant ou employé au greffe de la Cour militaire, s'il ne remplit les conditions requises pour être nommé aux mêmes fonctions au greffe d'une cour d'appel.

§ 2. Le greffier en chef, les greffiers et les greffiers suppléants de la Cour militaire sont soumis aux dispositions de la loi d'organisation judiciaire relatives aux greffiers en chef, greffiers et greffiers suppléants des cours d'appel non contraires à celles de la présente loi, en se conformant au règlement d'ordre intérieur de la Cour militaire.

.../...

Le greffier en chef de la Cour militaire reçoit dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers supérieurs. Les greffiers et les greffiers suppléants à la Cour militaire reçoivent dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers subalternes.".

CHAPITRE III. MODIFICATIONS A LA LOI DU 15 JUIN 1935 CONCERNANT L'EMPLOI DES LANGUES EN MATIERE JUDICIAIRE.

Article 13.-

Les articles 53 et 54 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire sont remplacés par les dispositions suivantes :

" Article 53.- § 1er. Dans les provinces et l'arrondissement indiqués à l'article 1er, nul ne peut être nommé à la fonction de greffier d'une des juridictions qui y ont leur siège, s'il ne justifie de la connaissance de la langue française.

Toutefois, doivent, en outre, justifier de la connaissance de la langue néerlandaise, les greffiers qui sont attachés à une chambre flamande de la Cour d'appel de Liège ou d'un conseil de guerre.

§ 2. Dans les provinces et l'arrondissement indiqués à l'article 2, nul ne peut être nommé à la fonction de greffier d'une des juridictions qui y ont leur siège, s'il ne justifie de la connaissance de la langue néerlandaise.

Toutefois, doivent, en outre, justifier de la connaissance de la langue française, les greffiers qui sont attachés à une chambre française de la Cour d'appel de Gand ou d'un conseil de guerre.

En outre, un greffier du Tribunal de première instance et un greffier du Tribunal de commerce de Courtrai devront justifier de la connaissance suffisante de la langue française.

§ 3. Dans l'arrondissement de Bruxelles, nul ne peut être nommé à la fonction de greffier d'une des juridictions qui y ont leur siège, s'il ne justifie de la connaissance des deux langues nationales.

Dans les cantons judiciaires composés exclusivement de communes flamandes sises en dehors de l'agglomération bruxelloise, la connaissance de la langue néerlandaise est seule exigée.

§ 4. La justification de la connaissance de l'une ou de l'autre langue nationale se fait par la production d'un certificat d'études émanant d'un établissement d'enseignement soumis à la loi du 24 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

La justification de la connaissance de l'autre langue nationale est faite au moyen d'un examen comprenant une épreuve orale et une épreuve écrite. Un arrêté royal fixe la matière de cet examen ainsi que la composition et le fonctionnement du jury devant lequel ces épreuves sont subies.

A défaut de la production du certificat d'études, la justification de la connaissance des deux langues nationales se fait par l'examen prévu à l'alinéa précédent.

§ 5. Un greffier de la Cour d'appel et un greffier du Conseil de guerre de Liège, un greffier du Tribunal de première instance et un greffier du Tribunal de commerce de Verviers, ainsi que les greffiers des Justices de paix d'Eupen, Saint Vith, Malmédy, Aubel et Limbourg et le greffier du Conseil de prud'hommes d'Eupen, doivent avoir une connaissance suffisante de la langue allemande.

§ 6. Les greffiers des justices de paix de Renaix, Messines, Mouscron, Wervik, Tongres, Zichen-Zussen et Bolder, St- Trond, Tirlemont, Flobecq, Lessines, Enghien, Landen et Dalhem devront avoir, outre la connaissance de la langue régionale, une connaissance suffisante de la langue de la minorité linguistique.

§ 7. Un arrêté royal fixe les conditions dans lesquelles la connaissance suffisante de la langue allemande ou de la langue de la minorité linguistique est établie.

Article 54.- § 1er. Nul ne peut être nommé greffier en chef de la Cour de cassation ou de la Cour d'appel de Bruxelles, s'il ne justifie de la connaissance des deux langues nationales.

La moitié des greffiers et greffiers suppléants de la Cour de cassation doit justifier de la connaissance de la langue néerlandaise, l'autre moitié de la connaissance de la langue française. Cette justification est faite soit conformément aux dispositions de l'article 55 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, soit conformément au § 4 de l'article 53.

.../...

§ 2. Le greffier en chef et deux des greffiers de la Cour militaire doivent justifier de la connaissance des deux langues nationales. La moitié du nombre des autres greffiers à la Cour militaire doit justifier de la connaissance de la langue néerlandaise, l'autre moitié de la connaissance de la langue française. Cette justification est faite conformément au § 4 de l'article 53.

Article 54 bis.- Les dispositions des articles 53 et 54 sont applicables aux greffiers adjoints, aux greffiers suppléants, aux commis greffiers, ainsi qu'aux employés.".

CHAPITRE IV. - MODIFICATIONS AUX LOIS DES 3 AOUT 1919 ET 27 MAI 1947 ASSURANT AUX BELGES MOBILISES LA REINTEGRATION DANS LEURS FONCTIONS ET ACCORDANT AUX INVALIDES DE GUERRE, ANCIENS COMBATTANTS, MEMBRES DE LA RESISTANCE, PRISONNIERS POLITIQUES, VEUVES ET ORPHELINS DE GUERRE, DEPORTES, REFRACTAIRES AU TRAVAIL ET AUTRES VICTIMES DES GUERRES 1914-1918 et 1940-1945, UN DROIT DE PRIORITE POUR L'ACCESSION AUX EMPLOIS PUBLICS, COORDONNEES PAR L'ARRETE DU REGENT DU 19 JUIN 1947.

Article 14.-

L'article 5, alinéa 1er, des lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947 coordonnées par l'arrêté du Régent du 19 juin 1947, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 5.- Pour toutes les fonctions et emplois tous les pour lesquels les lois et les règlements n'exigent aucune condition spéciale de capacité ou requièrent soit des diplômes ou certificats, soit des examens ou épreuves d'aptitudes autres que des concours, l'autorité qui procède à la nomination donnera la préférence d'abord aux candidats inscrits sur la première liste, puis, à défaut de ceux-ci, aux candidats inscrits sur les deuxième, troisième et quatrième liste ; enfin, à défaut de tout candidat jouissant d'un droit de préférence en vertu de la présente loi, elle peut choisir dans la cinquième liste, sous réserve des droits de priorité reconnus par d'autres lois ou règlements. Cette disposition est applicable aux commis greffiers et aux employés des greffes des cours et tribunaux.".

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 15.-

§ 1er. Les certificats d'études moyennes du degré supérieur ou des études déclarées équivalentes par le Roi et le certificat de candidat-greffier exigés par les articles 11, 26 et 66 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, modifiés par la présente loi, ne sont pas requis des candidats à une place de greffier de justice de paix, au tribunal de première instance, au tribunal de commerce ou au conseil de guerre qui, au moment

.../...

de l'entrée en vigueur de la présente loi, exercent les fonctions de greffier, greffier adjoint, greffier adjoint à titre personnel, greffier surnuméraire, greffier à titre personnel, commis-greffier, employé, employé temporaire ou auxiliaire à prestations complètes de greffe, dans une cour, un tribunal ou une justice de paix.

S'ils n'ont pas cinq ans de fonction, le certificat de candidat-greffier reste exigé.

§ 2. Les certificats d'études moyennes du degré supérieur ou des études déclarées équivalentes par le Roi et le certificat de candidat-greffier exigés par l'article 79 de la loi d'organisation judiciaire, modifié par la présente loi, ne sont pas requis des candidats à une place de greffier à la cour d'appel ou à la Cour militaire qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, exerçaient les fonctions d'employé ou d'employé temporaire de greffe à la cour d'appel, ou de greffier dans un tribunal ou justice de paix. S'ils n'ont pas cinq ans de fonction, le certificat de candidat-greffier reste exigé.

§ 3. L'examen de maturité et les connaissances linguistiques prévues par les articles 53 à 54 bis de la loi du 15 juin 1935, modifiés par la présente loi, ne sont pas requis des candidats à une place de commis-greffier ou d'employé qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, exerçaient les fonctions d'employé, d'employé temporaire ou d'auxiliaire à prestations complètes dans un greffe.

.../...

CHAPITRE VI. DISPOSITIONS FINALES.

Article 16.-

Sont abrogés :

1° les articles 54 à 56 et 59 du décret du 6 juillet 1810 contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales;

2° l'article 27 du décret du 18 août 1810 contenant règlement sur l'organisation des tribunaux de première instance et des tribunaux de police;

3° l'article 7 de la loi du 25 novembre 1889 portant réorganisation des traitements des juges de paix et des greffiers et suppression de leurs émoluments et établissant des droits de greffe au profit de l'Etat, modifié par l'article 4 de la loi du 23 décembre 1935;

4° les articles 1er, alinéas 2 et 3, et 2 de la loi du 3 juillet 1899 concernant les employés de greffe;

5° la loi du 15 novembre 1918 portant augmentation des traitements des membres de l'ordre judiciaire;

6° l'article 10, alinéas 1er et 4, de la loi du 31 juillet 1920 portant augmentation des traitements des membres de l'ordre judiciaire.

.../...

Article 17.-

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Het ontwerp strekt tot wijziging van alle wetsbepalingen waarbij het statuut der griffiers is vastgesteld. Die bepalingen liggen doorheen de wetgeving verspreid. Het ontwerp heeft niet de bedoeling die versnippering te verhelpen.

Daar de Raad van State dringend om advies is gevraagd, beperkt hij zich tot de volgende opmerkingen :

\+

\+ +

Bij de tekst voorgesteld voor artikel 9, § 2,van de wet van 18 Juni 1869 valt het volgende op te merken :

1° De vredegerechten waarvan het rechtsgebied meer dan 40.000 inwoners telt,zijn volgens de wet van 25 November 1889 de vredegerechten eerste en tweede klasse. Deze laatste uitdrukking dient dus te worden gebruikt.

2° Het ambt van voorzitter van de politierechtbank bestaat niet in de huidige stand van de wetgeving.

\+

\+ +

Bij de tekst voorgesteld voor artikel 10, § 1,van de wet van 18 Juni 1869 valt het volgende op te merken :

1° Dezelfde opmerkingen als voor het vorige artikel gelden wat betreft de benaming van de bedoelde vredegerechten.

2° De term "kantongerecht" is in de huidige stand van de wetgeving onbekend.

./...

3° De vredegerechten waarvan het rechtsgebied niet meer dan 40.000 inwoners telt, zijn volgens de wet van 25 November 1889 de vredegerechten derde en vierde klasse. Deze laatste uitdrukking dient dus te worden gebruikt.

4° De tekst voorgesteld voor het derde lid vergt van de candidaten voor het ambt van griffier dat zij houder zijn van een getuigschrift van middelbare studiën "of van door de Koning daarmede gelijkgestelde studiën". De memorie van toelichting zegt niet wat de Regering daaronder verstaat.

Daar de Koning van zodanige macht niet willekeurig gebruik kan maken, stelt de Raad van State voor te spreken van "door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën".

5° Het ontwerp zegt dat het maturiteitsexamen "in het Ministerie van Justitie" wordt ingericht. De Regering bedoelt hiermede niet dat dit examen op straffe van nietigheid moet plaats hebben in een bepaald gebouw, maar wel dat de examencommissie door de Minister van Justitie wordt samengesteld. De Raad van State stelt een tekst voor die aan deze bedoeling beantwoordt.

\+

\+ \+

Bij de tekst voorgesteld voor de artikelen 11, 27 quinquies, 79 quater en 131 ter van de wet van 18 Juni 1869 en voor de artikelen 96, § 4 en 115, § 4, van de wet van 15 Juni 1899 valt het volgende op te merken :

.../...

1° In het voorontwerp van wet betreffende de rechterlijke inrichting, aan de Raad van State voorgelegd op 10 October 1951, waren de bepalingen op gebied van taal, die overgenomen waren uit de wet van 15 Juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, ingevoegd met het doel de ganse materie inzake rechterlijke inrichting in één enkele tekst te codificeren.

Het is niet wenselijk dat op dezelfde wijze wordt tewerk gegaan in een ontwerp dat uitsluitend op de griffiers betrekking heeft.

De Raad van State stelt derhalve voor, de wijzigingen die de Regering terzake wenst door te voeren, aan te brengen in de wet van 13 Juni 1935.

2° Verschillende wijzigingen in de voorwaarden van bekwaamheid op taalgebied, waaraan de griffiers der vredegerechten moeten voldoen, zijn overgenomen uit het ontwerp dat op 10 October 1951 aan de Raad van State is voorgelegd.

In dit laatste zijn die voorwaarden verantwoord door overeenkomstige wijzigingen in de taalregeling voor de vrederechters. Van het onderhavige ontwerp kan dit niet worden gezegd.

Zo zou het aannemen van de voorgestelde tekst tot gevolg hebben dat de griffier van het vredegerecht van Aubel het bewijs zou moeten leveren dat hij drie talen kent, terwijl de vrederechter met twee kan volstaan.

De wijzigingen zouden als volgt kunnen plaats hebben :

.../...

a) door in § 2 van artikel 53 een derde lid in te voegen, luidend als volgt :

"Bovendien moeten een griffier der Rechtbank van eerste aanleg en een griffier der Rechtbank van koophandel te Kortrijk het bewijs leveren van hun voldoende kennis van het Frans.";

b) door in § 3 een tweede lid in te voegen, luidend als volgt :

"In de rechterlijke kantons die uitsluitend bestaan uit Vlaamse gemeenten buiten de Brusselse agglomeratie gelegen, is alleen de kennis van het Nederlands vereist.";

c) door schrapping van § 4, in de plaats waarvan § 5 komt, terwijl § 6 dan § 5 wordt; aan de opsomming onder deze laatste paragraaf moet een griffier van de Krijgsraad te Luik worden toegevoegd;

d) door een nieuwe § 6 in te voegen, luidend als volgt :

"De griffiers der vredegerechten te Ronse, Mesen, Moeskroen, Wervik, Tongeren, Zichem-Zussen-Bolder, St Truiden, Tienen, Vloesberg, Lessen, Edingen, Landen en Dalhem moeten, benevens kennis van de taal der streek, een voldoende kennis van de taal der minderheidstaalgroep bezitten .";

e) door een nieuwe § 7 in te voegen, luidend als volgt :

"Een koninklijk besluit bepaalt de voorwaarden tot vaststelling van de voldoende kennis van het Duits of van de taal der minderheidstaalgroep.";

.../...

f) door het tweede lid van § 1 van artikel 54 van die wet te vervangen door de volgende bepaling :

"De helft der griffiers en plaatsvervangende griffiers van het Hof van verbreking moet het bewijs leveren van de kennis van het Nederlands, de andere helft van de kennis van het Frans. Dat bewijs wordt geleverd hetzij overeenkomstig het bepaalde in artikel 55 der wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd bij het besluit van de Regent van 31 December 1949, hetzij overeenkomstig § 4 van artikel 53.";

g) door § 2 van artikel 54 te vervangen door de volgende bepaling :

"De hoofdgriffier en twee griffiers van het Militair Gerechtshof moeten het bewijs leveren van de kennis van beide landstalen. De helft der andere griffiers bij het Militair Gerechtshof moet het bewijs leveren van de kennis van het Nederlands, de andere helft van de kennis van het Frans. Dat bewijs wordt geleverd overeenkomstig § 4 van artikel 53.";

h) door een artikel 54 bis in te voegen, luidend als volgt :

"Het bepaalde in de artikelen 53 en 54 is van toepassing op de adjunct-griffiers, de plaatsvervangende griffiers, de griffiersklerken en de bedienden".

\+

\+ \+

In § 3 van de tekst voorgesteld voor artikel 115 van de wet van 15 Juni 1899 schijnen de voorwaarden voor de benoeming van de plaatsvervangende griffiers vergeten te zijn; die categorie is nochtans voorzien bij § 1, tweede lid.

\+

\+ \+

.../...

Wat het tweede lid van het ontwerp betreft, stelt de Raad van State voor, de wijziging aan te brengen in de tekst zelf van de samengeordende wetten van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947.

\+

\+ +

In artikel 3 zijn overgenomen de artikelen van de wet van 18 Juni 1869 die de uitoefening van het ambt van griffier beheersen. Die bepalingen zijn geheel onafhankelijk van het statuut zelf en het lijkt allesbehalve aangewezen, terwijl juist een algemene herziening van de bepalingen betreffende de rechterlijke inrichting hangende is, te beginnen met een afzonderlijke coördinatie van de bepalingen die slechts op de uitoefening van het ambt van griffier betrekking hebben.

De Raad van State stelt voor, alleen die bepalingen te wijzigingen die verandering brengen aan de beginselen inzake de aansprakelijkheid der griffiers.

\+

\+ +

De Raad van State stelt bovendien betreffende vorm en inkleding een aantal wijzigingen voor, die in het hierna volgende ontwerp zijn opgenomen :

.../...

ONTWERP VAN WET HOUDENDE HERZIENING VAN HET STATUUT VAN DE GRIFFIERS VAN DE RECHTERLIJKE MACHT EN VAN HET PERSONEEL VAN DE GRIFFIES VAN HOVEN EN RECHTBANKEN.

... (Inleiding zoals in het ontwerp der Regering) ...

HOOFDSTUK I.- WIJZIGINGEN IN DE WET VAN 18 JUNI 1869 OP DE RECHTERLIJKE INRICHTING

Artikel 1.-

De artikelen 9 tot 12 van de wet van 18 Juni 1869, gewijzigd bij de wetten van 3 Mei 1912 en 31 Juli 1920, worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 9.- Er is in ieder vredegerecht een griffier, door de Koning benoemd en ontslagen.

In de vredegerechten eerste en tweede klasse, in de vredegerechten van Brussel en in de bijgevoegde vredegerechten ingesteld om de dienst van de politierechtbank waar te nemen, kunnen er een of meer adjunct-griffiers zijn, die door de Koning worden benoemd en ontslagen. Hun aantal wordt door de Koning volgens de behoeften van de dienst bepaald.

De adjunct-griffiers worden benoemd uit twee lijsten van twee candidaten, de ene door de vrederechter, de andere door de griffier voorgedragen.

Artikel 10.- De griffier kan één of meer griffiersklerken hebben, die door hem worden benoemd en ontslagen. Hun aantal wordt door de Koning bepaald. Hun benoeming gebeurt op eensluidend advies van de vrederechter.

.../...

In de griffies der vredegerechten kunnen er bedienden zijn, die door de griffier worden benoemd en ontslagen. Hun aantal wordt door de Minister van Justitie bepaald. Hun benoeming gebeurt op eensluidend advies van de vrederechter.

De griffiersklerken en de zeer verdienstelijke bedienden, die sedert ten minste zestien jaar in dienst zijn, kunnen op voorstel van de griffier en op eensluidend advies van de vrederechter respectievelijk tot eerstaanwezend griffiersklerk of tot eerstaanwezend bediende worden benoemd.

De Minister van Justitie benoemt en ontslaat de eerstaanwezende griffiersklerken en de eerstaanwezende bedienden.

Het aantal eerstaanwezende bedienden mag in elke griffie niet hoger zijn dan één derde van alle bedienden samen.

Artikel 11.- § 1. In de vredegerechten eerste klasse en tweede klasse, in de vredegerechten van Brussel en in de bijgevoegde vredegerechter ingesteld om de dienst van de politierechtbank waar te nemen, kan niemand tot griffier worden benoemd tenzij hij :

1° volle vijf en twintig jaar oud is ;

2° hetzij doctor in de rechten is en gedurende ten minste zes maanden bij de griffie van een hof, rechtbank of vredegerecht stage heeft gemaakt ;
hetzij houder is van het getuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad of door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën en van het getuigschrift van candidaat-griffier, en gedurende ten minste vijf jaar bij de griffie van een hof, rechtbank of vredegerecht ambten heeft uitgeoefend.

.../...

§ 2. In een vredegerecht derde of vierde klasse kan niemand tot griffier, en in een vredegerecht kan niemand tot adjunct-griffier worden benoemd tenzij hij :

1° volle een en twintig jaar oud is ;

2° hetzij doctor in de rechten is, hetzij houder is van het getuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad of door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën, en van het getuigschrift van candidaat-griffier.

§ 3. De Koning bepaalt onder welke voorwaarden het getuigschrift van candidaat-griffier wordt afgegeven en richt de stage in.

Artikel 12.- § 1. Niemand kan tot griffiersklerk worden benoemd tenzij hij :

1° volle een en twintig jaar oud is ;

2° houder is van het getuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad of door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën;

3° vóór een examencommissie, door de Minister van Justitie ingesteld, geslaagd is voor een maturiteitsexamen, dat een mondeling en een schriftelijk gedeelte omvat en door de Koning te Brussel wordt ingericht.

§ 2. Niemand kan tot bediende in een griffie van een vredegerecht worden benoemd tenzij hij :

1° volle achttien jaar is ;

2° houder is van het getuigschrift van middelbare studiën van de lagere graad of door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën ;

3° vóór een examencommissie, door de Minister van Justitie ingesteld, geslaagd is voor een maturiteitsexamen, dat een mondeling en een schriftelijk gedeelte omvat en door de Koning te Brussel wordt ingericht.".

.../...

Artikel 2.-

De artikelen 24 tot 27 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 31 Juli 1920 en 2 Juni 1937, worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 24.- Er is in elke rechtbank van eerste aanleg een hoofdgriffier, door de Koning benoemd en ontslagen. Hij wordt bijgestaan door een of meer griffiers, plaatsvervangende griffiers en griffiersklerken, die door de Koning worden benoemd en ontslagen. Hun aantal wordt door de Koning volgens de behoeften van de dienst bepaald. De griffiers en griffiersklerken worden benoemd uit twee lijsten van twee candidaten, de ene door de voorzitter, de andere door de hoofdgriffier voorgedragen.

Er kunnen een tot drie griffiers diensthoofden zijn die, onder het gezag van de hoofdgriffier, meer in het bijzonder deelnemen aan de leiding van de griffie. De Koning bepaalt hun aantal en wijst hen voor een termijn van drie jaar aan onder de griffiers van de rechtbank, op gezamenlijke voordracht van de voorzitter en van de hoofdgriffier. Hun aanwijzing kan worden vernieuwd.

De zeer verdienstelijke griffiersklerken die sedert ten minste zestien jaar in dienst zijn, kunnen op voorstel van de hoofdgriffier en op eensluidend advies van de voorzitter tot eerstaanwezend griffiersklerk worden benoemd. De eerstaanwezende griffiersklerken worden door de Koning benoemd en ontslagen.

.../...

Artikel 25.- In de griffies van de rechtbanken van eerste aanleg kunnen er bedienden zijn, die door de hoofdgriffier worden benoemd en ontslagen. Hun aantal wordt door de Minister van Justitie bepaald. Hun benoeming gebeurt op eensluidend advies van de voorzitter.

De zeer verdienstelijke bedienden die sedert ten minste zestien jaar in dienst zijn, kunnen op voorstel van de hoofdgriffier en op eensluidend advies van de voorzitter tot eerstaanwezend bediende worden benoemd.

De Minister van Justitie benoemt en ontslaat de eerstaanwezende bedienden.

Het aantal eerstaanwezende bedienden mag in elke griffie niet hoger zijn dan één derde van alle bedienden samen. .

'Artikel 26.- § 1. Niemand kan tot hoofdgriffier worden benoemd tenzij hij :

1° volle dertig jaar oud is ;

2° hetzij doctor in de rechten is en gedurende ten minste een jaar bij de griffie van een hof, rechtbank of vredegerecht stage heeft gemaakt ;
hetzij houder is van het getuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad of door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën en van het getuigschrift van candidaat-griffier, en gedurende ten minste tien jaar ambten van griffier, adjunct-griffier of griffiersklerk bij een hof, rechtbank of vredegerecht heeft uitgeoefend.

.../...

§ 2. Niemand kan tot griffier worden benoemd tenzij hij :

1° volle een en twintig jaar oud is ;

2° hetzij doctor in de rechten is en gedurende ten minste een jaar bij de griffie van een hof, rechtbank of vredegerecht stage heeft gemaakt;
hetzij houder is van het getuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad of door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën, en van het getuigschrift van candidaat-griffier.

§ 3. Niemand kan tot plaatsvervangend griffier worden benoemd tenzij hij doctor in de rechten is.

§ 4. Niemand kan tot griffiersklerk worden benoemd tenzij hij :

1° volle een en twintig jaar oud is ;

2° hetzij doctor in de rechten is en gedurende ten minste een jaar bij de griffie van een hof, rechtbank of vredegerecht stage heeft gemaakt;
hetzij houder is van het getuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad of door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën en van het getuigschrift van candidaat-griffier, en vóór een examencommissie door de Minister van Justitie ingesteld geslaagd is voor een maturiteitsexamen, dat een mondeling en een schriftelijk gedeelte omvat, en door de Koning te Brussel wordt ingericht.

§ 5. De Koning bepaalt onder welke voorwaarden het getuigschrift van candidaat-griffier wordt afgegeven en richt de stage in.

.../...

Artikel 27.- In een griffie van de rechtbank van eerste aanleg kan niemand tot bediende worden benoemd tenzij hij :

1° volle achttien jaar oud is ;

2° houder is van het getuigschrift van middelbare studiën van de lagere graad of door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën ;

3° vóór een examencommissie door de Minister van Justitie ingesteld geslaagd is voor een maturiteitsexamen, dat een mondeling en een schriftelijk gedeelte omvat en door de Koning te Brussel wordt ingericht".

Artikel 3.-

De artikelen 64, derde en vierde lid, 65, tweede lid, en 66, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 11 Mei 1910, worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 65.- Er zijn in elke rechtbank van koophandel een of meer griffiers en griffiersklerken, door de Koning benoemd en ontslagen. Hun aantal wordt volgens de behoeften van de dienst door de Koning bepaald.

Zij worden benoemd uit twee lijsten van twee candidaten, de ene door de voorzitter, de andere door de referendaris voorgedragen.

In de rechtbanken van koophandel kan er een leidend griffier zijn, door de Koning op voordracht van de referendaris onder de griffiers van de rechtbank aangewezen voor een termijn van drie jaar. Zijn aanwijzing kan worden vernieuwd.

.../...

In de griffies van de rechtbanken van koophandel kunnen er bedienden zijn, die door de referendaris worden benoemd en ontslagen.

Hun aantal wordt door de Minister van Justitie bepaald.

De griffiersklerken en de zeer verdienstelijke bedienden die sedert ten minste zestien jaar in dienst zijn, kunnen,op voorstel van de referendaris en op eensluidend advies van de voorzitter, respectievelijk tot eerstaanwezend griffiersklerk en tot eerstaanwezend bediende worden benoem

De Koning benoemt en ontslaat de eerstaanwezende griffiersklerken.

De Minister van Justitie benoemt en ontslaat de eerstaanwezende bedienden.

Het aantal eerstaanwezende bedienden mag in elke griffie niet hoger zijn dan één derde van alle bedienden samen.

Artikel 66.- § 1. Niemand kan tot griffier worden benoemd tenzij hij :

1° volle een en twintig jaar oud is ;

2° hetzij doctor in de rechten is en gedurende ten minste een jaar bij de griffie van een hof, rechtbank of vredegerecht stage heeft gemaakt;
hetzij houder is van het getuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad of door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën en van het getuigschrift van candidaat-griffier.

../...

§ 2. Niemand kan tot griffiersklerk worden benoemd tenzij hij :

1° volle een en twintig jaar oud is ;

2° hetzij doctor in de rechten is en gedurende ten minste een jaar bij de griffie van een hof, rechtbank of vredegerecht stage heeft gemaakt;
hetzij houder is van het getuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad of door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën en van het getuigschrift van candidaat-griffier, en vóór een examencommissie door de Minister van Justitie ingesteld geslaagd is voor een maturiteitsexamen, dat een mondeling en een schriftelijk gedeelte omvat en door de Koning te Brussel wordt ingericht.

§ 3. Niemand kan tot bediende in een griffie van de rechtbank van koophandel worden benoemd tenzij hij :

1° volle achttien jaar oud is ;

2° houder is van het getuigschrift van middelbare studiën van de lagere graad of door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën ;

3° vóór een examencommissie door de Minister van Justitie ingesteld geslaagd is voor een maturiteitsexamen, dat een mondeling en een schriftelijk gedeelte omvat en door de Koning te Brussel wordt ingericht

§ 4. De Koning bepaalt onder welke voorwaarden het getuigschrift van candidaat-griffier wordt afgegeven en richt de stage in.".

.../...

Artikel 4.-

Artikel 65, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 11 Mei 1910, vormt voortaan het derde lid van artikel 64.

Artikel 5.-

De artikelen 76 tot 80 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 2 Juni 1927, worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 76.- Er is in elk hof van beroep een hoofdgriffier door de Koning benoemd en ontslagen.

De hoofdgriffier wordt bijgestaan door griffiers en plaatsvervangende griffiers, die door de Koning worden benoemd en ontslagen. Hun aantal wordt door de Koning volgens de behoeften van de dienst bepaald.

De griffiers worden benoemd uit twee lijsten van twee candidaten, de ene door de eerste-voorzitter, de andere door de hoofdgriffier voorgedragen.

In elk hof van beroep is er een griffier diensthoofd die, onder het gezag van de hoofdgriffier, meer in het bijzonder deelneemt aan de leiding van de griffie.

De griffier diensthoofd wordt door de Koning, op gezamenlijke voordracht van de eerste-voorzitter en van de hoofdgriffier, onder de griffiers aangewezen voor een termijn van drie jaar. Zijn aanwijzing kan vernieuwd worden.

.../...

Artikel 77.- In de griffies van de hoven van beroep kunnen er bedienden zijn, die door de hoofdgriffier worden benoemd en ontslagen. Hun aantal wordt bepaald door de Minister van Justitie. Hun benoeming gebeurt op eensluidend advies van de eerste-voorzitter.

De zeer verdienstelijke bedienden die sedert ten minste zestien jaar in dienst zijn, kunnen, op voorstel van de hoofdgriffier en op eensluidend advies van de eerste-voorzitter, tot eerstaanwezend bediende worden benoemd.

De Minister van Justitie benoemt en ontslaat de eerstaanwezende bedienden.

Het aantal eerstaanwezende bedienden mag in elke griffie niet hoger zijn dan één derde van alle bedienden samen.

Artikel 78.- Niemand kan tot hoofdgriffier worden benoemd tenzij hij :

1° volle dertig jaar oud is ;

2° doctor in de rechten is ;

3° gedurende ten minste één jaar bij de griffie van een hof of rechtbank stage heeft gemaakt. Die stage wordt door de Koning ingericht.

.../...

Artikel 79.- § 1. Niemand kan tot griffier worden benoemd tenzij hij :

1° volle vijf en twintig jaar oud is ;

2° hetzij doctor in de rechten is en gedurende ten minste één jaar bij de griffie van een hof of rechtbank stage heeft gemaakt ;
hetzij houder is van het getuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad of door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën en van het getuigschrift van candidaat-griffier, en gedurende ten minste vijf jaar het ambt van griffier bij een hof of rechtbank heeft uitgeoefend.

§ 2. Niemand kan tot plaatsvervangend griffier worden benoemd tenzij hij doctor in de rechten is.

§ 3. De Koning bepaalt onder welke voorwaarden het getuigschrift van candidaat-griffier wordt afgegeven en richt de stage in.

Artikel 80.- In een griffie van het hof van beroep kan niemand tot bediende worden benoemd tenzij hij :

1° volle achttien jaar oud is ;

2° houder is van het getuigschrift van middelbare studiën van de lagere graad of door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën ;

3° vóór een examencommissie door de Minister van Justitie ingesteld geslaagd is voor een maturiteitsexamen, dat een mondeling en een schriftelijk gedeelte omvat en door de Koning te Brussel wordt ingericht.

Artikel 6.-

Artikel 122 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 Juni 1935, wordt door de volgende bepaling vervangen

"Artikel 122. Er is bij het Hof van verbreking een hoofdgriffier, door de Koning benoemd en ontslagen. Hij wordt bijgestaan door griffiers en plaatsvervangende griffiers, die door de Koning worden benoemd en ontslagen. Hun aantal wordt door de Koning volgens de behoeften van de dienst bepaald. De griffiers worden benoemd uit twee lijsten van twee candidaten, de ene door de eerste-voorzitter, de andere door de hoofdgriffier voorgedragen.".

Artikel 7.-

De artikelen 129 tot 131 van dezelfde wet worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 129.§ 1.- Niemand kan tot hoofdgriffier worden benoemd tenzij hij

1° volle dertig jaar oud is;
2° doctor in de rechten is;
3° gedurende ten minste één jaar bij de griffie van een hof stage heeft gemaakt.

§ 2.- Niemand kan tot griffier worden benoemd tenzij hij

1° volle vijf en twintig jaar oud is;
2° hetzij doctor in de rechten is en gedurende ten minste één jaar bij de griffie van een hof stage heeft gemaakt; hetzij houder is van het getuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad of door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën en van het getuigschrift van candidaat-griffier, en gedurende ten minste vijf jaar het ambt van griffier bij een hof heeft uitgeoefend.

.../...

§ 3. - De Koning bepaalt onder welke voorwaarden het getuigschrift van candidaat-griffier wordt afgegeven en richt de stage in.

Artikel 130. - In de griffie van het Hof van verbreking kunnen er bedienden zijn, die door de hoofdgriffier worden benoemd en ontslagen. Hun aantal wordt door de Minister van Justitie bepaald. Hun benoeming gebeurt op eensluidend advies van de eerste-voorzitter.

De zeer verdienstelijke bedienden die sedert ten minste zestien jaar in dienst zijn, kunnen, op voorstel van de hoofdgriffier en op eensluidend advies van de eerste-voorzitter, tot eerstaanwezend bediende worden benoemd.

De Minister van Justitie benoemt en ontslaat de eerstaanwezende bedienden.

Het aantal eerstaanwezende bedienden mag niet hoger zijn dan één derde van alle bedienden samen.

Artikel 131. - In een griffie van het Hof van verbreking kan niemand tot bediende worden benoemd tenzij hij

1° volle achttien jaar oud is,

2° houder is van het getuigschrift van middelbare studiën van de lagere graad of door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën;

3° vóór een examencommissie door de Minister van Justitie ingesteld geslaagd is voor een maturiteitsexamen, dat een mondeling en een schriftelijk gedeelte omvat en door de Koning te Brussel wordt ingericht.".

Artikel 8. -

De artikelen 161 en 162 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 November 1889, worden door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 161.- De griffier betaalt de kantoorbehoeften en de onkosten welke voor de werking van de griffie noodzakelijk zijn, uit een vergoeding waarvan het bedrag wordt bepaald en te zijner beschikking gesteld door de Minister van Justitie. Die vergoeding moet uitsluitend besteed worden aan het betalen van bedoelde kantoorbehoeften en onkosten. De griffier doet rekening van het gebruik van die vergoeding door overlegging aan de Minister van Justitie van regelmatige staten.

Artikel 162.- De hoofdgriffiers, de griffiers diensthoofden, de griffiers die de griffies van de rechtbanken van koophandel, leiden en de griffiers van de vredegerechten zijn aansprakelijk voor de schade in de uitoefening van hun ambt veroorzaakt door de zware tekortkoming vanwege de onder hun leiding of toezicht staande personeelsleden van de griffie. Zij zijn bovendien aansprakelijk voor de voorwerpen waarvan zij de bewaring of de bewaking hebben.

Bovenbedoelde aansprakelijkheid geldt tenzij deze griffiers bewijzen dat zij de tekortkoming of het feit, die aansprakelijkheid medebrengen, niet hebben kunnen verhinderen.".

Artikel 9. -

Artikel 164 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 164 . . . (tekst van de Regering) . . . ".

Artikel 10.-

Artikel 172 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 172.- Bij het Hof van verbreking, de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg wordt de griffie gehouden door de hoofdgriffier.

De hoofdgriffier voert de pen op de algemene vergaderingen.

In de rechtbanken van koophandel wordt de griffie, onder het gezag van de referendaris, gehouden door de leidende griffier of bij dezes ontstentenis door de griffier daartoe door de referendaris aangewezen. De leidende griffier of de griffier voert de pen op de algemene vergaderingen van de rechtbanken van koophandel.

In de vredegerechten wordt de griffie gehouden door de griffier.".

HOOFDSTUK II.- WIJZIGINGEN IN DE WET VAN 15 JUNI 1899 INHOUDENDE TITEL II VAN HET WETBOEK VAN STRAFRECHTSPLEGING VOOR HET LEGER.

Artikel 11.-

Artikel 96 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 96.- § 1. Er is bij iedere krijgsraad een hoofdgriffier, door de Koning benoemd en ontslagen.

Er kunnen bovendien één of meer griffiers, plaatsvervangende griffiers en griffiersklerken zijn, die door de Koning worden benoemd en ontslagen. Hun aantal wordt door de Koning volgens de behoeften van de dienst bepaald.

De griffiers en griffiersklerken worden benoemd uit twee lijsten van twee candidaten, de ene door de eerste-voorzitter van het Militair Gerechtshof, de andere door de auditeur-generaal voorgedragen.

Er kunnen een of twee griffier diensthoofden zijn die, onder het gezag van de hoofdgriffier, meer in het bijzonder deelnemen aan de leiding van de griffie. De Koning bepaalt hun aantal en wijst hen voor een termijn van drie jaar aan onder de griffiers bij de krijgsraad op gezamenlijke voordracht van de krijgsauditeur en van de hoofdgriffier. De aanwijzing kan worden vernieuwd.

.../...

§ 2. In de griffies van de krijgsraden kunnen er bedienden zijn, die door de auditeur-generaal worden benoemd en ontslagen. Hun aantal wordt door de Minister van Justitie bepaald.

§ 3. De zeer verdienstelijke griffiersklerken en bedienden die sedert ten minste zestien jaar in dienst zijn, kunnen, op voorstel van de auditeur-generaal en op eensluidend advies van de eerste-voorzitter van het Militair Gerechtshof, respectievelijk tot eerstaanwezend griffiersklerk en tot eerstaanwezend bediende worden benoemd.

De Koning benoemt en ontslaat de eerstaanwezende griffiersklerken.

De Minister van Justitie benoemt en ontslaat de eerstaanwezende bedienden.

Het aantal eerstaanwezende bedienden mag in elke griffie niet hoger zijn dan een derde van alle bedienden samen.

Artikel 96 bis.-§ 1. In de griffie van een krijgsraad kan niemand tot hoofdgriffier, griffier, plaatsvervangend griffier, griffiersklerk of bediende worden benoemd, tenzij hij voldoet aan de vereisten gesteld om tot dezelfde ambten in de griffie van een rechtbank van eerste aanleg te worden benoemd.

§ 2. De hoofdgriffier, de griffiers, plaatsvervangende griffiers en griffiersklerken zijn onderworpen aan de bepalingen van de wet op de rechterlijke inrichting die betrekking hebben op de hoofdgriffiers, griffiers, plaatsvervangende griffiers en griffiersklerken van de rechtbanken van eerste aanleg en die

.../...

De griffier diensthoofd wordt door de Koning, op gezamenlijke voordracht van de eerste-voorzitter en van de hoofdgriffier, onder de griffiers aangewezen voor een termijn van drie jaar. Zijnaanwijzing kan worden vernieuwd.

§ 2. In de griffie van het Militair Gerechtshof kunnen er bedienden zijn, die door de auditeur-generaal worden benoemd en ontslagen. Hun aantal wordt door de Minister van Justitie bepaald.

De zeer verdienstelijke bedienden die sedert ten minste zestien jaar in dienst zijn, kunnen op voorstel van de auditeur-generaal en op eensluidend advies van de eerste-voorzitter tot eerstaanwezend bediende worden benoemd.

De Minister van Justitie benoemt en ontslaat de eerstaanwezende bedienden.

Het aantal eerstaanwezende bedienden mag niet hoger zijn dan één derde van alle bedienden samen.

Artikel 115 bis.- § 1. In de griffie van het Militair Gerechtshof kan niemand tot hoofdgriffier, griffier, plaatsvervangend griffier of bediende worden benoemd, tenzij hij voldoet aan de vereisten gesteld om tot dezelfde ambten in de griffie van een hof van beroep te worden benoemd.

§ 2. De hoofdgriffier, de griffiers en plaatsvervangende griffiers van het Militair Gerechtshof zijn onderworpen aan de bepalingen van de wet op de rechterlijke inrichting die betrekking hebben op de hoofdgriffiers, griffiers en plaatsvervangende griffiers van de

.../...

§ 2. In de provinciën en in het arrondissement vermeld in artikel 2 kan niemand worden benoemd tot het ambt van griffier bij een der aldaar gevestigde rechtscolleges, indien hij het bewijs niet levert van zijn kennis van het Nederlands.

Nochtans moeten de griffiers die aan een Franse kamer van het Hof van beroep te Gent of van een krijgsraad verbonden zijn, bovendien het bewijs leveren van hun kennis van het Frans.

Bovendien moeten een griffier der Rechtbank van eerste aanleg en een griffier der Rechtbank van koophandel te Kortrijk het bewijs leveren van hun voldoende kennis van het Frans.

§ 3. In het arrondissement Brussel kan niemand worden benoemd tot het ambt van griffier bij een der aldaar gevestigde rechtscolleges, indien hij het bewijs niet levert van zijn kennis van beide landstalen.

In de rechterlijke kantons die uitsluitend bestaan uit Vlaamse gemeenten buiten de Brusselse agglomeratie gelegen, is alleen de kennis van het Nederlands vereist.

§ 4. Het bewijs der kennis van een van beide landstalen wordt geleverd door overlegging van een studiebewijs, afgegeven door een onderwijsinrichting onderworpen aan de wet van 24 Juli 1932 houdende de taalregeling in het lager en in het middelbaar onderwijs.

Het bewijs der kennis van de andere landstaal wordt geleverd door middel van een examen, dat bestaat uit een mondeling en een schriftelijk gedeelte. Een kminklijk besluit

.../...

bepaalt de stof van dit examen, alsook de samenstelling en de werkwijze van de examencommissie die het afneemt.

Wordt geen studiebewijs overgelegd, dan wordt het bewijs der kennis van beide landstalen geleverd door middel van het examen waarvan sprake in het vorige lid.

§ 5. Een griffier van het Hof van beroep en een griffier van de Krijgsraad te Luik, een griffier van de Rechtbank van eerste aanleg en een griffier van de Rechtbank van koophandel te Verviers, alsook de griffiers der Vredegerechten te Eupen, Sankt-Vith, Malmedy, Aubel en Limburg en de griffier van de Werkrechtersraad te Eupen moeten een voldoende kennis van het Duits bezitten.

§ 6. De griffiers der vredegerechten te Ronse, Mesen, Moeskroen, Wervik, Tongeren, Zichen-Zussen-Bolder, St-Truiden, Tienen, Vloesberg, Lessen, Edingen, Landen en Dalhem moeten, benevens de kennis van de taal der streek, een voldoende kennis van de taal der minderheidstaalgroep bezitten.

§ 7. Een koninklijk besluit bepaalt de voorwaarden tot vaststelling van de voldoende kennis van het Duits of van de taal der minderheidstaalgroep.

Artikel 54. § 1. Niemand kan tot hoofdgriffier van het Hof van verbreking of van het Hof van beroep te Brussel worden benoemd, indien hij het bewijs niet levert van de kennis van beide landstalen.

.../...

niet in strijd zijn met het bepaalde in deze wet, zich daarbij gedragend naar het huishoudelijk reglement van de krijgsraad.

§ 3. De hoofdgriffier, de griffiers en de plaatsvervangende griffiers van de krijgsraden ontvangen in het leger de eerbewijzen die voor de lagere officieren voorgeschreven zijn.".

Artikel 12.-

Artikel 115, eerste tot vijfde lid, van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 115.- § 1. Er is bij het Militair Gerechtshof een hoofdgriffier, door de Koning benoemd en ontslagen.

De hoofdgriffier wordt bijgestaan door griffiers en plaatsvervangende griffiers, die door de Koning worden benoemd en ontslagen. Hun aantal wordt door de Koning volgens de behoeften van de dienst bepaald.

De griffiers worden benoemd uit twee lijsten van twee candidaten, de ene door de eerste-voorzitter, de andere door de auditeur-generaal voorgedragen.

Er is eveneens een griffier-diensthoofd die, onder het gezag van de hoofdgriffier, meer in het bijzonder deelneemt aan de leiding van de griffie.

.../...

hoven van beroep en die niet in strijd zijn met het bepaalde in deze wet, zich daarbij gedragend naar het huishoudelijk reglement van het Militair Gerechtshof.

De hoofdgriffier van het Militair Gerechtshof ontvangt in het leger de eerbewijzen die voor de hoofdofficieren voorgeschreven zijn. De griffiers en plaatsvervangende griffiers bij het Militair Gerechtshof ontvangen in het leger de eerbewijzen die voor de lagere officieren voorgeschreven zijn.

HOOFDSTUK III.- WIJZIGINGEN IN DE WET VAN 15 JUNI 1935 OP HET GEBRUIK DER TALEN IN GERECHTSZAKEN.

Artikel 13.-

De artikelen 53 en 54 der wet van 15 Juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 53.- § 1. In de provinciën en het arrondissement vermeld in artikel 1 kan niemand worden benoemd tot het ambt van griffier bij een der aldaar gevestigde rechtscolleges, indien hij het bewijs niet levert van zijn kennis van het Frans.

Nochtans moeten de griffiers die aan een Vlaamse kamer van het Hof van beroep te Luik of van een krijgsraad verbonden zijn, bovendien het bewijs leveren van hun kennis van het Nederlands.

.../...

De helft der griffiers en plaatsvervangende griffiers van het Hof van verbreking moet het bewijs leveren van de kennis van het Nederlands, de andere helft van de kennis van het Frans. Dat bewijs wordt geleverd hetzij overeenkomstig het bepaalde in artikel 55 der wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd bij het besluit van de Regent van 31 December 1949, hetzij overeenkomstig § 4 van artikel 53.

§ 2. De hoofdgriffier en twee griffiers van het Militair Gerechtshof moeten het bewijs leveren van de kennis van beide landstalen. De helft der andere griffiers bij het Militair Gerechtshof moet het bewijs leveren van de kennis van het Nederlands, de andere helft van de kennis van het Frans. Dat bewijs wordt geleverd overeenkomstig § 4 van artikel 53.

Artikel 54 bis.- Het bepaalde in de artikelen 53 en 54 is van toepassing op de adjunct-griffiers, de plaatsvervangende griffiers, de griffiersklerken en de bedienden.".

HOOFDSTUK IV.- WIJZIGINGEN IN DE WETTEN VAN 3 AUGUSTUS 1919 EN 27 MEI 1947 TOT VERZEKERING VAN DE WEDEROPNEMING DER GEMOBILISEERDE BELGEN IN HUN BEDIENING EN TOT TOEKENNING AAN DE OORLOGSINVALIDEN, OUDSTRIJDERS, LEDEN VAN DE WEERSTAND, POLITIEKE GEVANGENEN, OORLOGSWEDUWEN en -WEZEN, GEDEPORTEERDEN, ARBEIDSWEIGERAARS EN ANDERE SLACHTOFFERS VAN DE OORLOGEN 1914-1918 en 1940-1945, VAN EEN PRIORITEITSRECHT VOOR DE TOEGANG TOT DE OPENBARE BETREKKINGEN, SAMENGEORDEND BIJ HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 19 JUNI 1947.

Artikel 14.-

Artikel 5, eerste lid, van de bij besluit van de

.../...

Regent van 19 Juni 1947 samengeordende wetten van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 5.- Voor alle ambten en betrekkingen waarvoor de wetten en reglementen geen bijzondere vereisten van bekwaamheid stellen ofwel hetzij diploma's of getuigschriften, hetzij examens of geschiktheidsproover andere dan vergelijkende examens, vereisen, zal de benoemende overheid de voorkeur geven eerst aan de op de eerste lijst ingeschreven candidaten, vervolgens, bij gebreke hiervan, aan de onderscheidenlijk op de tweede, derde, vierde lijst vermelde candidaten; ten slotte, bij gebreke van een candidaat die krachtens deze wet een voorkeurrecht geniet, mag de benoemende overheid haar keuze doen op de vijfde lijst, behoudens de prioriteitsrechten door andere wetten of reglementen toegekend. Deze bepaling is toepasselijk op de griffiersklerken en op de bedienden bij de griffies van de hoven en rechtbanken.".

HOOFDSTUK V.- OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 15.-

§ 1. De getuigschriften van middelbare studiën van de hogere graad of van door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën en het getuigschrift van candidaat-griffier, welke vereist worden bij de artikelen 11, 26 en 66 van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, zoals die artikelen zijn gewijzigd bij deze wet,

.../...

worden niet gevergd van de candidaten tot een plaats van griffier bij het vredegerecht, bij de rechtbank van eerste aanleg, bij de rechtbank van koophandel of bij de krijgsraad, die, op het tijdstip van de inwerkingtreding van deze wet, het ambt van griffier, adjunct-griffier, adjunct-griffier-titulair, bovenstallig griffier, griffier-titulair, griffiersklerk, griffiebediende, tijdelijk griffiebediende of hulpgriffiebediende met volledige prestaties uitoefenen bij een hof, een rechtbank of een vredegerecht.

Indien ze geen vijf jaar dienst hebben, blijft het getuigschrift van candidaat-griffier vereist.

§ 2. De getuigschriften van middelbare studiën van de hogere graad of van door de Koning als gelijkwaardig verklaarde studiën en het getuigschrift van candidaat-griffier, welke vereist worden bij artikel 79 van de wet op de rechterlijke inrichting, zoals dat artikel is gewijzigd bij deze wet, worden niet gevergd van de candidaten tot een plaats van griffier bij het hof van beroep of bij het Militair Gerechtshof die, op het tijdstip van de inwerkingtreding van deze wet, het ambt van griffiebediende of tijdelijk griffiebediende bij het hof van beroep, of van griffier bij een rechtbank of vredegerecht uitoefenden. Indien ze geen vijf jaar dienst hebben, blijft het getuigschrift van candidaat-griffier vereist.

.../...

§ 3. Het maturiteitsexamen en de taalkennis waarvan sprake in de artikelen 53 tot 54 bis der wet van 15 Juni 1935, zoals die artikelen zijn gewijzigd bij deze wet, worden niet verei de candidaten voor een plaats va griffiersklerk of van bediende die op het tijdstip van de inwerkingtreding van deze wet het ambt van bediende, tijdelijke bediende of hulpbediende met volledige prestaties bij een griffie uitoefenden.

HOOFDSTUK VI - SLOTBEPALING.

Artikel 16.-

Opgeheven worden :

1° de artikelen 54 tot 56 en 59 van het decreet van 6 Juli 1810 houdende regeling van de inrichting en de dienst van de keizerlijke hoven, hoven van assisen en bijzondere hoven;

2° artikel 27 van het decreet van 18 Augustus 1810 houdende regeling van de inrichting van de rechtbanken van eerste aanleg en de politierechtbanken;

3° artikel 7 van de wet van 25 November 1889 waarbij de wedden van de vrederechters en de griffiers wederingericht en hun emolumenten afgeschaft worden, en waarbij griffierechten ten bate van de Staat ingesteld worden, zoals het gewijzigd werd bij artikel 4 van de wet van 23 December 1935;

4° artikel 1, tweede en derde lid, en artikel 2 van de wet van 3 Juli 1899 betreffende de beambten ter griffiën;

5° de wet van 15 November 1918 houdende verhoging van de wedden der leden van de rechterlijke stand;

6° artikel 10, eerste en vierde lid, van de wet van 31 Juli 1920 tot verhoging van de bezoldiging der leden van de rechterlijke orde.

Artikel 17.-

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

La chambre était composée de	De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :	eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
M.SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
E.VAN DIEVOET,	assesseurs de la section de législation,	
F.DUCHENE,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister

de la Justice.
van Justitie.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.